

La prévoyance en discussion

Chronique économique

Marian Stepczynski

Un constat, d'abord. Les systèmes de retraites en vigueur sont partout débattus, et suscitent en maints endroits des révoltes. C'est que plusieurs évolutions de diverses natures les mettent à mal. Le vieillissement démographique en premier, qui fait grimper le taux de dépendance, c'est-à-dire le nombre de personnes inactives, jeunes et retraités, à charge de celles qui travaillent. Mais aussi les habitudes de vie, qui s'accommodent mal de l'inflation, des nouvelles chicaneries réglementaires et des crises en cours, qu'elles soient militaires, économiques ou sanitaires. Les agriculteurs par exemple, qui avaient coutume de pourvoir au financement de leurs pensions futures au moyen de la revente de leur outil de travail - la ferme, ses dépendances, les hectares cultivés, tous biens immobiliers et fonciers qui ne prennent plus de valeur mais se négocient au contraire à la baisse. Il y a aussi l'explosion des dettes, publiques et privées, qui freinent la demande et entament le pouvoir d'achat.

Aux étages décisionnaires, on réfléchit à la manière de réformer ce qui pourrait l'être. L'immigration et l'encouragement de la natalité semblent les mieux placés en théorie, mais en pratique cela ne joue pas. Pour des raisons politiques s'agissant de la première craintes d'une surpopulation d'origine surtout exogène - et comportementales s'agissant de la seconde - les mœurs évoluent, la natalité n'étant plus conçue comme instrument de prise en charge des vieux parents, et les nouvelles générations n'étant plus pour diverses raisons très enclines à procréer. Alors faut-il se résoudre à diminuer les prestations promises aux rentiers, autrement dit accepter de les mettre en adéquation avec les évolutions démographiques, afin de ne pas surcharger les épaules des cotisants? Faire passer l'orthodoxie financière avant la solidarité intergénérationnelle et la justice sociale? Cela se discute.

Dans ce pays, l'hostilité au relèvement de l'AVS ne tient pas, fondamentalement, à la charge de son financement, mais au fait que cette assurance est fortement redistributrice, alors que l'augmentation, même forte, des coûts du 2^e pilier ne suscite pas la même réprobation, la prévoyance professionnelle ne l'étant pas du tout (les capitaux accumulés ne sont que marginalement redistribués), et le niveau des rentes se négociant entre parties prenantes et gestionnaires privés (les assurances-vies et les caisses), alors que l'AVS est étatique.

«Les rentes doivent couvrir les moyens vitaux de manière appropriée.»

Mandat constitutionnel de l'AVS

Pourtant l'opposition classique entre répartition et capitalisation (AVS d'un côté, 2^e pilier de l'autre) ne résiste pas longtemps à l'analyse. On pourrait même la qualifier d'infondée, car les deux systèmes butent sur les mêmes contraintes, immédiates certes pour le premier, mais inévitables à terme pour le second. Car le déséquilibre entre actifs et non actifs, qui creuse rapidement les réserves de l'AVS et les rend négatives à moyenne échéance, mange aussi, mais à petit feu, les capitaux accumulés dans les caisses de pensions, dont la capacité à générer les rentes promises est progressivement entamée par les tables de mortalité et la baisse des taux d'intérêt. Pour preuve, la diminution régulière du taux de conversion, à quoi doivent se résoudre les caisses.

Il y aurait en fin de compte une certaine logique, du point de vue de l'équité, à augmenter la part relative de l'assurance sociale par rapport à celle de la prévoyance privée, si l'on entend vraiment remplir le mandat constitutionnel assigné à l'AVS, à savoir que «les rentes doivent couvrir les besoins vitaux de manière appropriée», objectif qui n'est manifestement plus atteint.

www.tdg.ch

Eau minérale

● **Henniez a filtré** Apprendre qu'une installation de filtration à charbon actif a fonctionné jusqu'en 2020 pour l'eau minérale d'Henniez vendue comme n'ayant subi aucun traitement.



Éolien

● **Éléphants** S'informer sur les conséquences présumées de la prolifération des éoliennes à proximité de réserves en Afrique du Sud. Éléphants et rhinocéros pourraient en pâtir.



Licencier

● **Gil Roman** Comprendre pourquoi le directeur artistique du Béjart Ballet Lausanne (BBL), dépositaire des œuvres du maître Maurice Béjart décédé en 2007, a été licencié.



Précarité

À Genève, les abris d'urgence sont saturés

Tous les jours, des dizaines de personnes sans abri sont refusées. Chaque place qui se libère est prise d'assaut et les standards téléphoniques explosent.

Chloé Dethurens Textes
Laurent Guiraud Photos

En janvier, la Ville de Genève a activé par deux fois son Plan grand froid. Quatre-vingts places supplémentaires ont été mises à disposition des personnes sans abri, le temps que les températures remontent. Or, à côté de ce dispositif d'urgence, malgré 300 lits pérennisés à l'année et financés par les communes depuis l'an passé, les places d'accueil inconditionnel manquent encore cruellement à Genève, selon plusieurs associations.

Qu'en est-il vraiment sur le terrain? Ce besoin saute littéralement aux yeux, comme le révèle notre reportage dans trois de ces lieux d'accueil: l'abri PC de la route de Frontenex, Le Passage près de Cornavin, et le Lieu de répit humanitaire à Plan-les-Ouates.

Il est 18 h, un mardi soir, aux Eaux-Vives. L'abri de Protection civile de Richemont ouvre dans plus d'une heure, mais Kim* attend déjà derrière les grilles. «C'est très dur de trouver une place», confie-t-il en anglais, un sac plastique contenant quelques affaires à la main.

Au bas de la rampe, l'équipe de travailleurs sociaux est déjà sur le pont, talkies-walkies en main. Ils préparent ce sou-sol à accueillir les 50 hommes et 27 femmes sans abri qui passeront les portes de béton armé à l'heure du repas du soir.



Arrivée Ci-contre à gauche, une rampe permet d'accéder à l'abri PC de Richemont, route de Frontenex. À 19 h 15, les grilles s'ouvrent et ceux qui ont obtenu une place par téléphone peuvent s'y installer pour la nuit.



Souper Ci-contre à gauche, Feby, collaboratrice, prépare le repas servi aux bénéficiaires. Cinquante hommes, 24 femmes, qui devront quitter les lieux pour la journée à 8 h le lendemain matin.



Affluence dès l'ouverture

Personne n'est là par hasard: tous les bénéficiaires ont bataillé pour réserver leur place par téléphone, un système commun à tous les abris d'urgence. Trois places d'urgence sont toutefois destinées aux personnes amenées par l'UMUS (Unité mobile d'urgence sociale).

Preuve de cette forte demande: une des dernières nuits, la hot-line de la Ville (qui dispose de 336 places d'accueil inconditionnel) a dû refuser 85 personnes, indique Alexandre Müller, coordinateur. Tous les lits sont occupés, chaque soir, quasi sans exception.

Sur place, cette affluence nocturne se voit. Dès l'ouverture, une première vague d'arrivants, parfois encore engoncés dans leurs vestes et bonnets, se placent directement dans la file du repas, épuisés par la faim et le froid. D'autres passent d'abord par la douche (dont les horaires sont limités) ou la bagagerie chercher leurs affaires. Certaines sont momentanément emballées, par peur de voir revenir les punaises de lit.

Des profils variés

Les dortoirs s'étendent jusque dans les couloirs, isolés par des paravents. Certains bénéficiaires ont dressé des couvertures autour de leurs lits de camp pour créer un semblant d'intimité. Des vêtements posés sur les matelas côtoient des toings et des affaires de toilettes. D'autres n'ont rien laissé, par peur d'être détroussés. Ici, les hommes peuvent rester un mois (les femmes trente jours de plus).

Les profils croisés dans ces couloirs souterrains, jeunes et moins jeunes, varient. Il y a ceux

«Il nous arrive de faire une ou deux exceptions, d'être un peu en suroccupation. Mais faire plus, c'est difficile.»

Alexandre Müller
Coordinateur de l'abri PC de Richemont

qui ne viendront qu'une fois (car ils sont de passage ou parce qu'ils arriveront à trouver une autre solution). D'autres sont des habitués, transitant d'un hébergement d'urgence à un autre depuis des années. Avec ceux-ci, les quatre accueillants sociaux et trois collaborateurs logistiques, appuyés par un agent Securitas, ont parfois créé un lien qui pousse au tutotement.

Les hébergés de ce soir ont donc eu «de la chance» et certains le savent, à voir leurs visages se détendre une fois au chaud. En janvier, la Ville n'a pas pu donner suite à 561 appels téléphoniques. En 2023, il y a eu en moyenne 117 appels par jour, avec un pic en décembre.

Des chiffres à relativiser, car la même personne peut appeler plusieurs fois. Et les places mises à disposition lors des Plans grand

froid, elles, n'ont pas été toutes occupées: plusieurs sans-abri ont refusé de se rendre à l'abri PC de Champel lorsque les travailleurs sociaux en tournée le leur ont proposé, pour diverses raisons «qui leur appartiennent», précise la Ville. Selon les témoignages récoltés, l'idée d'aller en sous-sol a promisculé ou simplement les règles à respecter en dissuadent certains.

Le besoin est tout de même immense: depuis la mise en place de la hot-line en novembre 2021, toutes les places pour homme disponibles en abri d'urgence sont attribuées dans la journée. Même si, parfois, une personne ayant obtenu un sésame ne se présente pas. «Il nous arrive de faire une ou deux exceptions, d'être un peu en suroccupation. Mais faire plus, c'est difficile», relève Alexandre Müller.

L'équipe encourage donc les gens à chercher une place avant la fin de leur séjour, pour éviter qu'ils ne se retrouvent à la rue. lan*, rom d'un somnolant d'années, raconte «doixant un mois à l'abri, puis deux semaines dans la rue», malgré son diabète et son hypertension.

Solutions pour les femmes

Les places pour femmes seules sont plus souvent disponibles, mais cela ne veut pas dire qu'aucune ne dort dehors. «Elles sont moins enclines à venir dans un abri PC, mixte qui plus est...» re-

lève Alexandre Müller. «Elles vont aussi peut-être plus facilement trouver d'autres solutions. Mais dans quelles conditions et avec quelle contrepartie...» redoute un autre travailleur social.

Or, il n'y a pas d'autres lits de mise à l'abri immédiates pour cette population à Genève, grettent les associations. L'hébergement en hôtel requiert un statut légal, ou un processus de régularisation en cours.

Un véritable lieu de répit

Les hommes seuls, eux, ont à disposition un autre lieu d'accueil inconditionnel: Le Passage, un hébergement inauguré en novembre 2021, géré par l'Armée du salut, rue du Valais. Quarante-quatre places adultes, toujours occupées. Dix-huit pour mineurs, un peu plus souvent disponibles. On est ici en surface, dans un bâtiment lumineux, aux airs d'auberge de jeunesse épurée à la scandinave. Et, cela compte beaucoup pour ceux qui cherchent un véritable répit, l'endroit ne ferme pas durant la journée.

Avec de larges espaces communs, un patio central et des chambres à deux et trois lits, les places du Passage valent de l'or aux yeux des bénéficiaires, qui peuvent y rester trente jours. Même lors du coup de feu, à l'heure du repas, pas d'embouteillage aux cuisines ni de promisculé aux tables.

On se croise sans avoir à se contourner, pas besoin de jouer des coudes pour trouver de la place sur les canapés. Un jeune homme déambule en claquettes, l'un passe son «entretien d'entrée» avec une travailleuse sociale, d'autres finissent une partie de dominos. Ce soir, c'est plutôt calme, même durant le dîner. Les bénéficiaires du jour se servent de soupe, de paleron et d'endives en respectant les règles: ne pas se resservir tout de suite, débarrasser et trier.

Sans surprise, les lieux sont aussi pris d'assaut. Le jour de notre visite, «le standard a reçu 1100 appels en une heure, même

si parfois la même personne téléphone plusieurs fois», relève le civiliste qui tient la hot-line, tous les jours entre 16 et 17 h. En moyenne, on refuse ici une trentaine de personnes chaque jour. «C'est le parcours du combattant, relève Claude, assistant socioéducatif. Il faut tomber au bon moment, avoir du réseau et de la batterie à l'instant T. C'est très compliqué.»

Dire non à quelqu'un qui, épuisé par la rue ou par un quiprèle à travers l'Europe (à l'image des RMNA), cherche juste un peu de répit, n'est pas simple. «On leur dit de ne pas se décourager, d'essayer les autres lieux, mais il peut arriver qu'il n'y ait aucune

«Il faudrait au moins 100 places de plus»

● Les associations actives dans l'accueil d'urgence sont unanimes sur le manque de places à Genève. Pour Alain Bolle, président du Centre social protestant (CSP), «il en faudrait au moins 100 de plus. Le réseau actuel est saturé en permanence.»

Pour rappel, le socle minimum actuel est de 520 places à l'année. Or, une étude menée par l'Université de Genève en 2021 comptabilisait 750 sans-abri dans les rues de Genève dans la nuit du 16 mars de cette année-là.

Chargée de la Cohésion sociale en Ville de Genève, Christina Kitsos estime que l'effort doit être renforcé, même si des avancées ont eu lieu grâce à l'accord passé avec les communes et au financement de 6 millions. «Il serait également primordial d'avoir un observatoire qui délivre des statistiques. À l'heure actuelle, nous ne disposons pas de ces données, ni au niveau fédéral ni au niveau cantonal, hormis l'étude que nous avons effectuée.»

La magistrate poursuit: «Des discussions seront menées pro-

place nulle part pendant deux ou trois jours», poursuit Claude.

D'autant plus que, comme dans les autres abris, les hébergés doivent observer un délai de deux semaines avant d'être acceptés de nouveau au même endroit, histoire de donner sa chance à tout le monde. Et ici, aucun projet d'agrandissement n'est prévu pour l'instant.

Une délivrance

L'ampleur de la demande pour des lits d'urgence se ressent très fortement lorsque l'on se trouve près du téléphone d'un lieu d'hébergement. Comme l'inscription s'y fait à des horaires précis, les

appels explosent à la seconde où le standard est activé. Au Lieu de répit humanitaire (LRH) du CausE, troisième abri d'urgence pour hommes, situé à Plan-les-Ouates, un portable répond de 10 h 30 à 11 h 30. Ici comme ailleurs, on compte des dizaines de coups de fil en quelques minutes.

C'est Sarah qui prend les appels ce matin, en quatre langues. Les deux premiers requérants ont de la chance: deux lits sont à repouvoir aujourd'hui. C'est rare. On oscille plutôt entre zéro et un en règle générale. La phrase tombe comme une délivrance pour la personne au bout du fil: «On a une place pour ce soir. Il me faut votre date de naissance et votre numéro de téléphone. Soyez là à 19 h précises, sinon on redonnera votre place à quelqu'un d'autre.»

En cas de désistement, les personnes peuvent retenir le coup entre 20 h 30 et 21 h 30. Car les lieux sont prisés: en plus de permettre un séjour de soixante jours (deux fois plus qu'ailleurs), la sortie se fait à 10 heures du matin, contre 8 heures à Richemont. «Les gens peuvent dormir un peu plus longtemps. Ce n'est pas grand-chose, mais cela leur permet de vraiment se reposer», relève Olivia, coordinatrice. Car tous les professionnels de l'hébergement d'urgence le constatent: désécurisante, la vie dans la rue amène dans les abris des gens souvent exténués, physiquement et morale-

«Certains hommes nous demandent de dormir dans les couloirs. Mais on ne fait aucune exception.»

Olivia Coordinatrice du Lieu de répit humanitaire du CausE

ment. Alors que Sarah parle dans le combiné, son téléphone ne cesse de recevoir des doubles appels, les demandes se chevauchent. À l'instant où elle raccroche, la jeune femme prend déjà un nouvel interlocuteur. Une fois les deux places attribuées en moins de trois minutes, les refus s'enchaînent. «On est complet, je suis désolée, Monsieur. Courage.»

Peu de contestations

Après une vingtaine de demandes refusées (cela peut monter jusqu'à 40), la ligne se calme. Ceux qui ont laissé des appels en absence ne tentent pas de retéléphoner. «Beaucoup savent que s'ils n'appellent pas dans les premières minutes, cela ne sert plus à rien, relate Sarah. Alors ils abandonnent.»

Les déçus du jour ne contestent pas, mais cela peut arriver. Rares sont ceux qui viennent directement frapper à la porte. «Des fois,

ils demandent à parler à la direction. Ils pensent qu'on les «blackliste», alors qu'il n'y a juste pas de place.»

Car ici, pas question de pousser les murs. «Certains hommes nous demandent de dormir dans les couloirs. Mais on ne fait aucune exception, pour rester fidèles au concept du CausE, une structure à taille humaine», indique Olivia, coordinatrice. Quarante-cinq petits boxes, isolés par un rideau, se suivent sans impression de promisculé, sur l'étage de cette immense halle lumineuse.

Comment explique-t-on cette forte demande? Qui sont ces hommes? «Les profils sont vraiment mixtes, mais il y a une augmentation des parcours migratoires, même depuis la communauté européenne, relève la coordinatrice du LRH. Certains ne viennent qu'une fois, d'autres sollicitent le réseau en continu depuis dix, quinze ou vingt ans.»

Du côté de Richemont, on voit passer «plus de travailleurs précaires, au noir. Les marginaux se font plus rares.» Mais on constate aussi une «précarisation des situations des personnes qui étaient déjà dans des situations compliquées, relève Valérie Spagna, directrice de l'Armée du salut à Genève. Des pertes de sous-location, un accès aux logements ordinaires compliqué.» Un constat qui inquiète, encore plus lourdement en hiver.

«Cohabitation Les bénéficiaires sont invités à laisser le moins d'affaires possible dans les dortoirs, par peur des vols.»



Cohabitation Les bénéficiaires sont invités à laisser le moins d'affaires possible dans les dortoirs, par peur des vols.